

Le Président de la République et le Premier Ministre se contredisent mutuellement sur la pause fiscale, en 2014 pour le premier, en 2015 pour le second.

Cette imprécision est, vous en conviendrez, inquiétante pour la gestion des affaires de notre pays.

Aucun des objectifs n'est tenu, ni le déficit, ni les dépenses publiques, ni le budget. La dette publique explose pour atteindre à ce jour le montant de 1912 milliards.

En revanche, le gouvernement socialiste augmente les impôts et taxes en tout genre, les retraités qui viennent de recevoir leur feuille d'impôt peuvent en témoigner. Pourtant le Président de la République nous avait affirmé que neuf français sur dix ne seraient pas concernés par les hausses fiscales.

Après avoir en 2013 fiscalisé les heures supplémentaires, augmenté les cotisations des indépendants, commerçants, artisans, professions libérales et créé des taxes pour les retraités, le Gouvernement prévoit une hausse de plus de 12 milliards d'impôts en 2014 qui pénalisera les ménages.

Parmi les hausses les plus emblématiques, on notera le rabet du quotient familial, la suppression totale de la réduction d'impôts pour les enfants scolarisés, la hausse des cotisations pour les salariés pour financer la non-réforme des retraites.

Enfin, parce qu'il doit donner des gages à ses alliés écologistes, le Gouvernement a mis en place une fiscalité écologique pour financer le crédit d'impôt pour les entreprises pour un coût de 3 milliards.